

dataPublica  
l'observatoire

# Les élus en charge du numérique

Panorama des 100 plus grands EPCI et 100 plus grandes villes de France

Juin 2021

# L'observatoire Data Publica



Créé en janvier 2020, l'Observatoire Data Publica est une association loi 1901 dont l'objet principal est l'étude des usages des données par les acteurs publics.

**Structure à but non lucratif**, elle mène des études et participe à des recherches sur le développement exponentiel des nouveaux usages de la donnée dans la sphère publique, notamment le big data et les outils mobilisant de l'intelligence artificielle.

Elle s'attache à promouvoir des usages éthiques, transparents et démocratiques des données au services des politiques publiques et de l'intérêt général.

L'Observatoire s'appuie pour ce faire sur l'expertise de ses membres fondateurs (les cabinets de conseil CIVITEO, DATACTIVIST et INNOPUBLICA et le cabinet d'avocats PARME Avocats) qui ont développé une activité pionnière sur ces sujets auprès de nombreux acteurs publics.

L'Observatoire s'appuie aussi sur des coopérations bénévoles avec des acteurs publics nationaux ou locaux, et sur plusieurs coopérations internationales.



Nantes, septembre 2019 : présentation de Data Publica à la presse.

*De gauche à droite : Me **Schéhérazade Abboub** (Parme Avocats), **Joël Gombin** (Dataactivist), **Mathieu Caps** (Innopublica) et **Jacques Priol** (CIVITEO).*



# Présentation de l'étude

Alors que la crise sanitaire s'éternise, **les sujets du numérique et de la gestion des données prennent une place nouvelle dans la vie quotidienne des français**. Le choc des premières semaines de télétravail a fait place à de nouvelles habitudes et à de nouvelles routines dont le numérique structure totalement l'organisation. Commenter les données de la pandémie pour étayer un avis sur les choix du gouvernement est devenu banal.

Des difficultés importantes ont surgi, ou plus exactement se sont révélées à grande échelle. Les décideurs publics mais aussi les acteurs économiques mesurent l'importance de nouvelles fractures numériques. Elles concernent les citoyens, les usagers, mais aussi les professionnels dans les administrations comme dans les entreprises. Une prise de conscience semble s'être faite sur l'utilisation massive de données, notamment nos données de santé. Quelques lanceurs d'alerte se réjouissent : en la matière aussi, la crise aura été un accélérateur important.

Bref, le numérique et ses usages, comme l'exploitation des données, échappent (enfin !) aux cercles des seuls experts pour devenir de vrais sujets de société.

**Les 15 mars et les 28 juin derniers, les françaises et les français ont élu leurs nouveaux maires**. Durant l'été, les nouveaux exécutifs municipaux puis ceux des intercommunalités, se sont installés.

**L'Observatoire Data Publica s'est penché sur la manière dont nos édiles ont intégré ces nouveaux enjeux dans les priorités des 6 ans à venir** à travers des données qui sont à la fois politiques et symboliques : **la place accordée au numérique dans les délégations des élu(e)s**.

*Une étude réalisée en juin 2021 par Anaëlle Corouge.*



# Présentation de l'étude

**L'Observatoire Data Publica a recensé l'ensemble des délégations pour :**

- ❖ Les 100 plus grandes communes françaises
- ❖ Les 100 plus grands établissements de coopération intercommunale

**Un certain nombre de mots-clefs ont été recherchés :**

- ❖ Numérique
- ❖ Innovation / Innovation numérique
- ❖ Data / open data / données
- ❖ Smart city / ville / territoire intelligent
- ❖ Ville / territoire connecté
- ❖ Intelligence artificielle



## Les résultats



# Les résultats de l'étude

A l'évidence le sujet est devenu, à tout le moins en termes d'affichage, **une préoccupation majeure puisque la quasi-totalité des communes parmi les 100 plus grandes de France ont un ou une élue en charge de ces enjeux.**

Seules 5 d'entre-elles n'affichent aucune délégation sur ces sujets, mais dans ce cas la thématique est portée par un ou une élu(e) à l'échelle intercommunale.

95%

des communes parmi les 100 plus grandes de France ont confié à un ou une élu(e) une délégation intégrant les enjeux numériques



# Les résultats de l'étude

A l'échelle des EPCI, le pourcentage est légèrement moindre mais reste très élevé.

86%

des EPCI parmi les 100 plus grands de France ont confié à un ou une élu(e) une délégation intégrant les enjeux numériques



# Les résultats de l'étude

**Maire-adjoint ou vice-président, conseiller délégué ou simple conseiller en charge du sujet**, le choix du niveau de la délégation relève d'arbitrages dont nos élus, leurs collaborateurs et parfois leurs services connaissent la complexité.

Bouclée dans l'urgence, soumis à des pressions et des ajustements de dernière minute, la composition d'un exécutif ne se lit pas qu'à travers des intitulés. Il faudrait pouvoir accéder aux délégations de signature et observer la manière dont les arbitrages se rendent pour comprendre l'importance réelle accordée aux enjeux du numérique dans les collectivités.

Pour cette étude l'Observatoire Data Publica s'est néanmoins fondé sur l'ensemble des données disponibles : **la liste des délégations effectivement votées par les conseils municipaux et les conseils communautaires**. Et chacun s'accordera à attribuer une valeur symbolique aux délégations accordées, et parfois aussi aux intitulés de ces délégations.





# Les résultats de l'étude

**Au niveau communal, la majorité de ces délégations ont été confiées à des adjoint(e)s.**

Parmi les 95 communes ayant confié une délégation sur ces enjeux à un(e) élu(e), le mandat a été confié pour

**56%** à des maires-adjoints

**7%** à des élu(e)s délégué(e)s

**37%** à de simples conseiller(e)s



# Les résultats de l'étude

**Au niveau intercommunal, la proportion de ces délégations confiées à des vice-président(e)s est bien plus importante encore.**

Parmi les 86 établissements ayant confié une délégation sur ces enjeux à un(e) élu(e), le mandat a été confié pour

**76%** à des vice-président(e)s

**10%** à des élu(e)s délégué(e)s

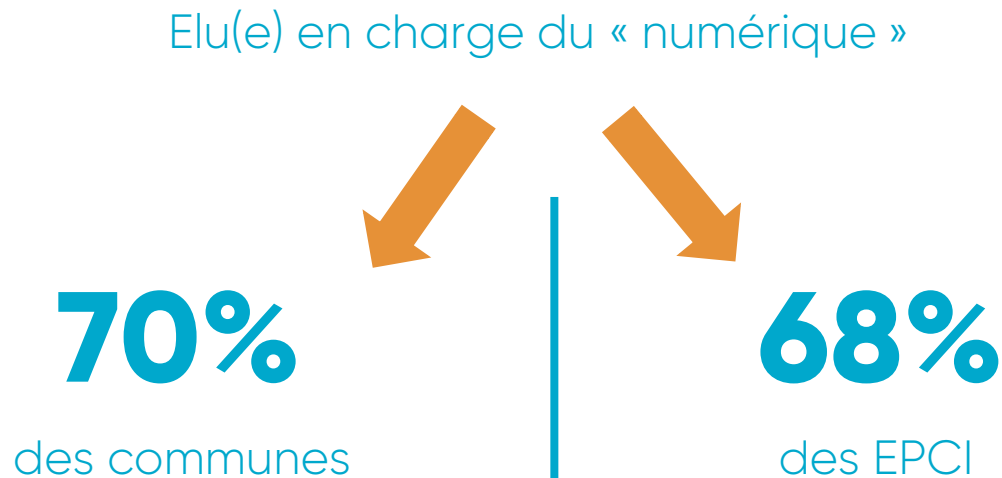
**14%** à de simples conseiller(e)s



# Les résultats de l'étude

L'intitulé des délégations peut révéler des priorités pour le mandat, quelque fois illustrer un engagement de campagne ou plus simplement la prise en compte d'une compétence.

Les adjoints au Maire et les Vice-président(e)s **en charge du « numérique »** sont les plus nombreux. L'intitulé est large, et peut rassembler aussi bien des préoccupations de gestion interne (il ne reste plus que 2 élus « en charge de l'informatique » dans les 200 communes et EPCI de l'étude) que des sujets très innovants ayant trait aux nouveaux outils et aux nouveaux usages.

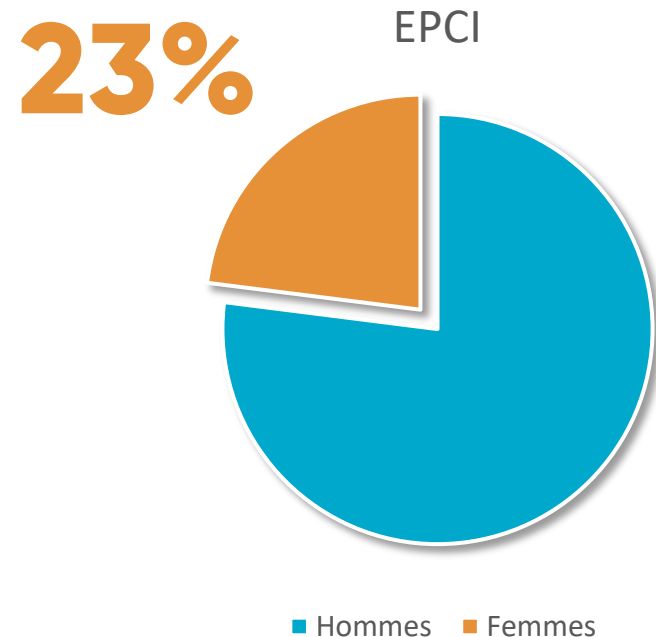
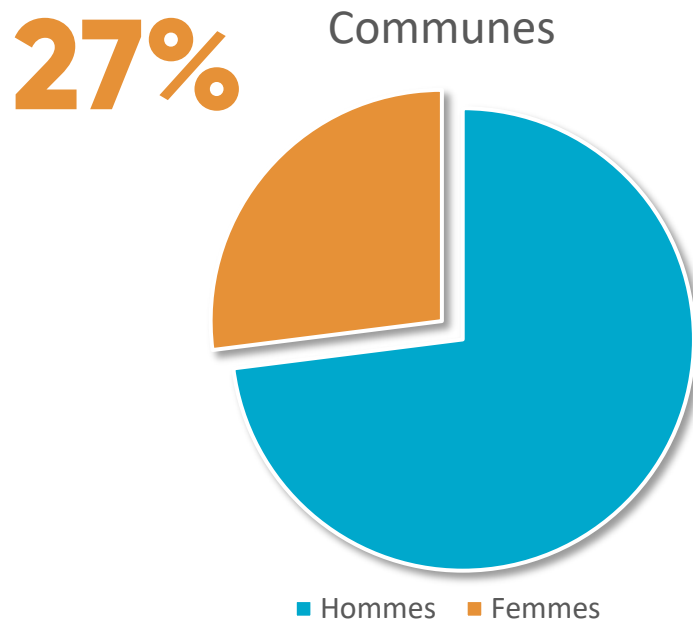


# Les résultats de l'étude

## Le numérique a-t-il un genre ?

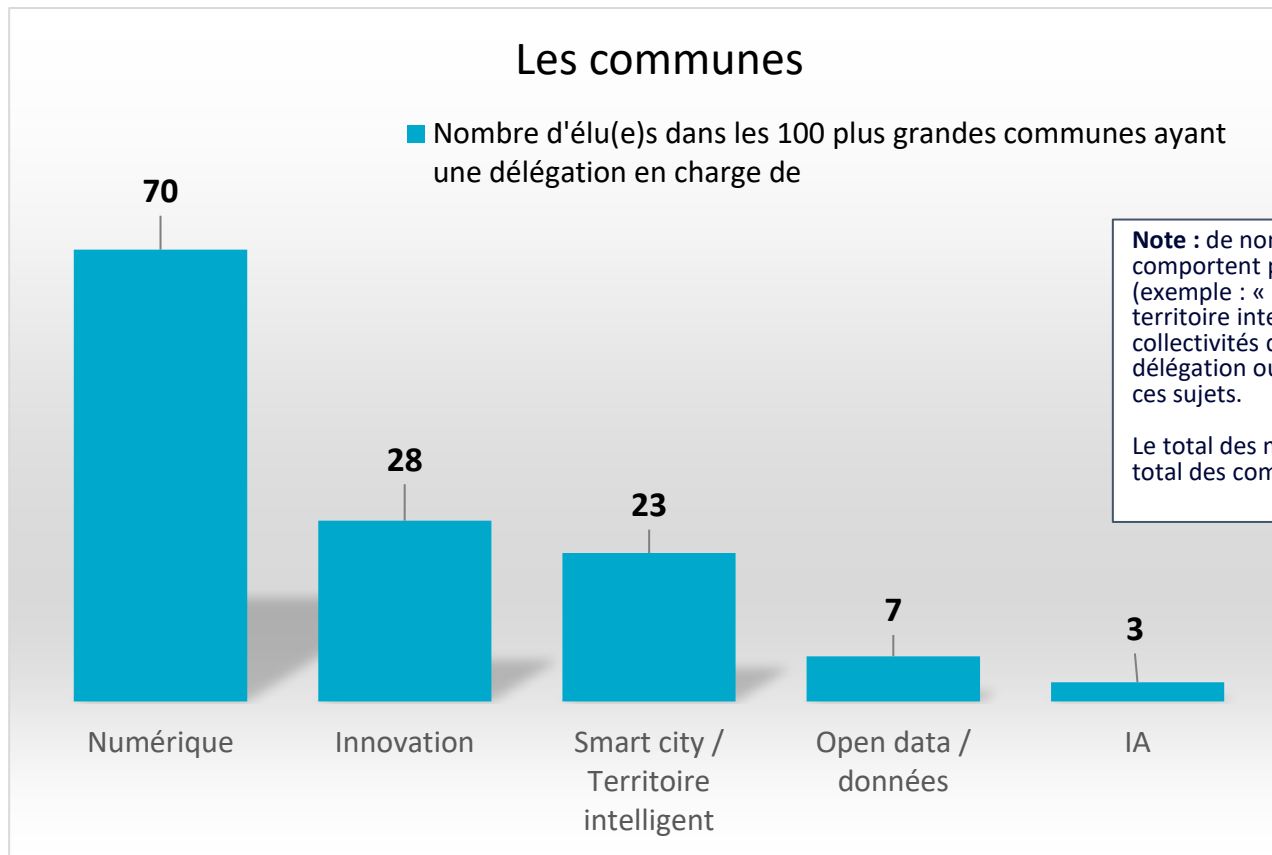
Dans les villes **27%** de ces élus sont des femmes. Elles sont à peine plus de **23%** dans les Métropoles et les EPCI.

Mais **dans les grandes villes les femmes sont bien plus présentes**. Elles sont même majoritaires dans 10 plus grandes communes françaises avec des femmes en charge de ces enjeux à **Paris, Marseille, Nantes, Montpellier, Strasbourg ou Bordeaux**.



# Les résultats de l'étude

**D'autres intitulés retiennent l'attention :** « smart city », « territoire intelligent » ou « ville connectée », « gestion des données » et « open data » mais aussi « intelligence artificielle » (que l'on retrouve dans la délégation de 3 élus)



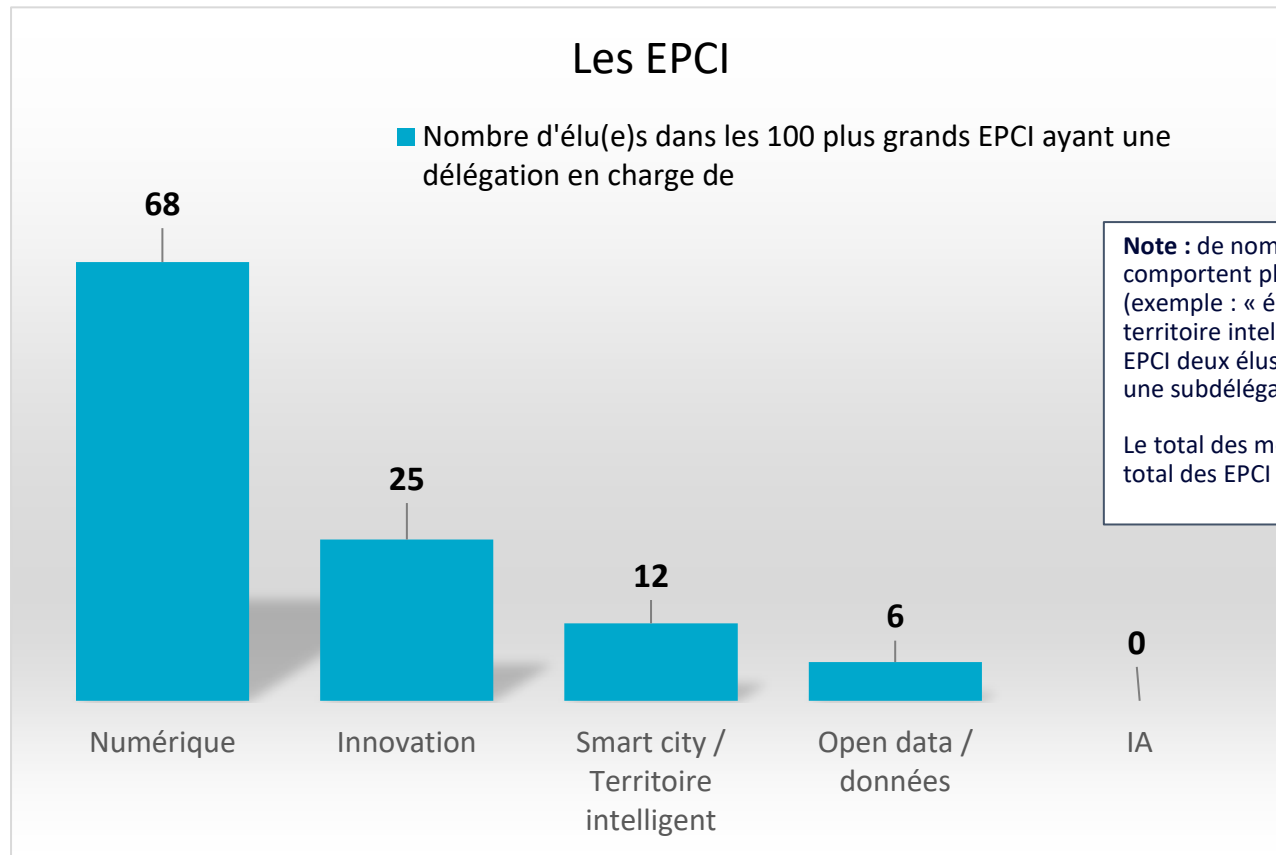
**Note :** de nombreuses délégations comportent plusieurs intitulés (exemple : « élu au numérique et au territoire intelligent »). Dans certaines collectivités deux élus ont une délégation ou une subdélégation sur ces sujets.

Le total des mentions dépasse donc le total des communes de l'étude (100).



# Les résultats de l'étude

Avec un peu moins de variété pour les EPCI.



# Les résultats de l'étude

Quelques intitulés retiennent l'attention par leur présentation et leur précision :

- ❖ Une élue déléguée au **numérique responsable** (à Nantes)
- ❖ Des élu(e)s en charge de la **stratégie ou de la gouvernance de la donnée** (à Bordeaux, à Grenoble et Grenoble Métropole, à Clermont Auvergne Métropole)
- ❖ Une élue en charge de la **participation citoyenne numérique** (à Montpellier Métropole)
- ❖ Deux élus (un adjoint et un conseiller délégué) en charge de l'**Intelligence Artificielle** à Cannes, et un à Antibes
- ❖ Un élu en charge de la **robotique** (à Toulouse Métropole)
- ❖ Un **1<sup>er</sup> Vice-Président en charge du numérique** (Grand Reims)



# Les résultats de l'étude

## Des intitulés qui progressent et d'autres qui disparaissent ?

- ❖ De nombreux élus au numérique ont aussi en charge l'**inclusion numérique** ou la lutte contre les **fractures numériques**
- ❖ Beaucoup d'élus sont en charge de l'**aménagement numérique** mais seuls deux élus ont encore en charge le « **Haut débit** », un intitulé très usité lors du mandat précédent.

## Des associations de délégations qui pourraient avoir aussi du sens !

- ❖ Un élu en charge des **nouvelles technologies** et de la **protection des libertés** à Dijon ...
- ❖ ... et un élu en charge de la **sécurité**, des **gens du voyage** et de l'**informatique** à Béziers Méditerranée.





Contact

Observatoire Data Publica  
0674526923

